

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

7 AU 13 OCTOBRE 1993

N° 927

10,00 F

LES ENJEUX AGRICOLES DU GATT

Mercredi 15 septembre, à l'appel de la Coordination rurale, les agriculteurs sont venus pour bloquer Paris, afin de dénoncer les accords du GATT et demander une refonte de la Politique agricole commune (PAC). Ce n'est pas la première ni la dernière fois que les paysans font entendre leurs voix : l'année dernière, en juillet, ils étaient sur les routes pour manifester leur colère, et certains citadins se demandaient qui étaient ces extra-terrestres qui commençaient à gâcher leurs vacances. En effet, qui sont-ils, quelles sont leurs conditions de vie, comment s'arrangent-ils avec les directives européennes et quels sont les impacts des accords du GATT sur leur travail ? Voici quelques-unes des questions posées par Radio Libertaire à Gabriel Duval, porte-parole de la Confédération paysanne, organisation du syndicalisme agricole.

Radio Libertaire : Peux-tu nous définir ce que regroupe de nos jours les termes d'agriculteurs et de paysans ?

Gabriel Duval : C'est un terme certainement vague, qui regroupe des gens qui ont un rapport direct avec le sol et la production agricole. Je crois qu'il faut en rester là. Il peut y avoir toutes sortes de situations et d'approches extrêmement différentes, par exemple entre les céréaliers qui ont bénéficié depuis son origine des bienfaits de la PAC et puis les éleveurs de bovins et d'ovins en particulier, qui eux, sont les oubliés du système. C'est ce qui fait la nécessité d'un pluralisme syndical, pluralisme toujours pas reconnu, d'ailleurs.

RL : Et puis cela va du très grand propriétaire qui n'a plus grand-chose d'un paysan jusqu'au petit exploitant travaillant seul sur sa terre. Sauf que

les intérêts de l'un et de l'autre ne sont pas forcément les mêmes.

G.D. : Oui, exactement. Et c'est bien ce qu'essayent de cacher toutes les organisations qui prônent l'unité paysanne, mélangeant en général unité d'action et monopole syndical.

RL : Peux-tu nous expliquer quelles sont les motivations de cette manifestation ?

G.D. : Elles sont très simples. On est à l'approche d'un accord au GATT, accord général sur le commerce et les droits de douane, qui risque d'avoir des influences énormes sur l'agricul-

Des influences énormes

ture, et par conséquent sur les paysans. C'est le rejet de cet accord et du pré-accord signé à Blair House le 19 novembre 1992 qui a provoqué la mobilisation des paysans, depuis longtemps déjà, mais plus précisément ce 15 septembre.

RL : Peux-tu nous expliquer ce que sont les accords du GATT ?

G.D. : Depuis 1986, il y a négociations dans le cadre de l'Uruguay Round (c'est en Uruguay que se sont réouvertes ces négociations) pour intégrer le secteur agricole aux accords généraux sur le commerce et les droits de douane. Ces accords sont présentés comme la signature, peut-on considérer, d'un pacte de commerce entre, en particulier, la CEE et les USA, qui sont les deux grands les plus intéressés. Il signifierait d'avantage de libéralisme, en ce sens que l'Europe et les Etats-Unis s'engagent à limiter leurs subventions à l'exportation et à ouvrir davantage leurs frontières aux importations en provenance de pays tiers.

RL : On a l'impression que ces accords du GATT et éventuellement même la PAC, se font contre les paysans, mais aussi contre les consommateurs. Vous rappelez dans votre plate-forme revendicative que chaque pays a le droit de définir sa politique alimentaire, et il semble que le consommateur et le producteur soient totalement oubliés, simplement pour se soumettre aux lois du commerce international et aux intérêts du "grand capital", pour parler comme... des voisins à nous.

G.D. : Il y a deux types de réponses derrière cela : la réponse corporatiste, qui ne regarde donc qu'à l'intérêt du paysan, sans donner en général de contenu, et quelque fois même en



Près de La Mure (Isère) : rennes du massif de l'Oisans, appelés à freiner la désertification agricole du massif des Ecrins et à remédier au sous-emploi des pâturages de moyenne altitude. Photo Pierre Bressat/AFP.

soutenant que c'est au nom du consommateur et de la société. Ce qui, à l'avis de la Confédération paysanne, trompe les paysans et l'ensemble de la société. Et la réponse globale, qui est de penser à ce que peuvent apporter les paysans, et en quoi ils sont utiles à l'ensemble de la collectivité, dont les consommateurs. En fait, une réponse de société à un problème de société.

RL : Je crois que c'est vraiment ce qui vous distingue d'autres groupes de paysans, que ce soit la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) ou la Coordination rurale.

G.D. : Dans ce débat, on tente aujourd'hui de regrouper l'ensemble des forces agricoles derrière un « non » au GATT. Pour nous, il y a une question essentielle avant l'action commune : c'est « non » au GATT, pourquoi ? Et là tout est différent suivant les organisations syndicales. Au delà du discours, bien entendu, puisque c'est vrai que personne n'osera à peu près clairement s'opposer aux thèses de la Confédération paysanne, sauf dans le concret.

Non au GATT, pourquoi ? Aussi bien la FNSEA que la Coordination rurale diront que c'est au nom du maintien des paysans. Or, on sait très bien que la FNSEA, syndicat majoritaire et le

seul globalement reconnu auprès des pouvoirs publics, a eu l'habitude de voir 80 % des aides qui allaient à 20 % d'entre nous. Alors, si il y a diminution de la part qui allait aux 80 %, elle sera prête à faire des concessions. Pourvu que les intérêts des 20 % soient maintenus.

Je crois que c'est aussi le discours,

« Non » au GATT

non formulé aussi clairement, de la Coordination rurale, dans la mesure où elle refuse de parler dans les termes de la Confédération paysanne. Nous, nous disons « non » au GATT, parce que le débat sur le GATT est un débat sur la maîtrise et la répartition des productions au niveau mondial. Et on ne peut avoir ce type de débat au niveau international sans l'avoir au niveau européen et au niveau national.

RL : Quelles sont les causes de la situation actuelle ?

G.D. : Cela remonte aux années soixante, quand on a mis en place une politique agricole commune pour les six pays européens d'alors, par laquelle on a décidé, c'était une nécessité après la guerre, de développer l'agriculture de façon à arriver au

moins à l'autarcie européenne, à nourrir toute la population et être moins dépendant des Etats-Unis. Pour cela, on a restructuré l'agriculture : tous les financements européens sont allés à l'incitation à produire, et on a favorisé le départ des fils et filles d'agriculteurs de leur exploitation familiale, aussi parce que l'industrie avait besoin de bras. Toute cette politique d'aide et de soutien des prix a fait que plus on produisait, plus on recevait d'aide publique. Bien sûr, cela a amené le résultat qu'on imagine : d'une part, un état de surproduction qui coûte cher à la collectivité, et d'autre part, la seule recherche du rendement maximum a fait que, puisqu'on était payés pour ça, on a arraché les haies, arasé les talus, changé le paysage, utilisé engrais, irrigations, drainages, toutes sortes de méthodes de culture qui sont aujourd'hui remises en cause au nom de l'environnement, très certainement justifié, mais qui ont été mises en place, non par simple intérêt du paysan, mais véritablement par des choix de politique agricole commune. Sans compter des différences énormes de revenus entre les paysans, qui nous amènent à dire que 80 % des aides vont à 20 % des paysans.

(suite p. 4)

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels. »
P. 2

T2137 - 927 - 10.00 F



Pop. 2520

ANTIMILITARISME

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels. »

Anatole France

DANS la Revue des Deux Mondes du 1^{er} août 1910, le général Négrier (1) écrivait : « Les sociétés financières estiment que les gouvernements ont le devoir de faire la guerre pour assurer leurs bénéfices » (1). Quatre années après, le vœu des sociétés financières était exaucé : dix millions d'hommes allaient mourir sur les champs de bataille.

L'assassinat à Sarajevo d'un archiduc autrichien n'avait été, bien sûr, qu'un prétexte. C'était un nouveau dépeçage du monde qui figurait à l'ordre du jour en août 1914. L'Allemagne, dernière venue parmi les puissances impérialistes, ne disposait que d'un domaine colonial restreint et son industrie souffrait d'un manque de débou-

chés. Bien entendu, la France et l'Angleterre s'opposaient aux visées expansionnistes allemandes, en particulier sur l'Afrique et le Moyen-Orient.

Avec une grande lucidité, le syndicaliste Merrheim estimait en 1911 que la guerre pouvait « éclater dans cinq ans — et même avant ». Et il écrivait : « L'outillage de chaque nation oblige à produire, à surproduire... On se jette sur les pays neufs. Chaque nation s'efforce d'y assurer la prépondérance aux produits de son industrie. Et par une conséquence naturelle, un pays marche à la rencontre d'un autre, se heurte à lui. Qu'est-ce qui assurera en définitive la suprématie commerciale de ses nationaux et comment ? Le plus fort et par la guerre. » (2)

Il faut souligner que ces rivalités impérialistes n'ont jamais empêché les capitalistes des pays ennemis de s'entendre quand, de part et d'autre, ils y ont trouvé un avantage immédiat. Ainsi, avant la guerre de 14-18, les métallurgistes allemands avaient obtenu vingt-huit concessions des métallurgistes de Meurthe-et-Moselle, pour y extraire le minerai de fer nécessaire à la fabrication des canons et des obus. Pendant la guerre, il est bien connu que les mines de Briey furent toujours épargnées. Il est vrai qu'elles étaient, comme le rappela jadis Galtier-Boissière dans un *Canard enchaîné* des années 30, « le fief de deux grands patriotes, M.M. de Wendel, dont l'un siégeait à Paris au Palais-Bourbon, et l'autre à Berlin, au Reichstag ».

L'apocalypse a emporté Hitler et ses comparses, mais les trusts qui les ont financés, Krupp, Thyssen, IIG Farben et tous les autres, sont toujours prospères en cette fin de XX^e siècle. Pas plus que la guerre de 14-18, celle de 39-45 n'a constitué une lutte pour le Droit et la Liberté. Entre autres exemples, la féroce répression qui, dès 1945, s'est abattue sur les populations d'Algérie, de Madagascar, puis d'Indochine, a illustré les conceptions de la bourgeoisie française en la matière.

D'Hanoi à Saïgon, il ne fallait pas que le pays échappe aux griffes de la Banque d'Indochine, qui contrôlait la majeure partie de l'économie du pays. (Une banque qui comptait parmi ses dirigeants M. Edmond Giscard d'Estaing, père de l'autre...)

En Algérie, outre les intérêts des grands propriétaires fonciers, tels Borgeaud, il fallait sauvegarder ceux de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de Worms, de Wendel, Saint-Gobain, Mallet, Vernes et de l'inévitable Banque d'Indochine...

Lors de la guerre du Golfe, également l'aspect économique — le pétrole — était évident. Après avoir avoué, à propos du Koweït, qu'il « serait hypocrite de prétendre que nous y restaurons la démocratie », Nixon écrivait : « Il n'y a pas de honte à défendre les intérêts économiques vitaux de son pays ». (3)

L'enjeu du Golfe

Au même moment, Bush proclamait : « Le XXI^e siècle sera américain ». Le formidable déploiement de la force militaire US avait, en effet, un autre but que la sauvegarde des puits de pétrole : assurer le leadership américain sur la planète. Et l'avertissement s'adressait aussi, de manière évidente, aux grands concurrents des Etats-Unis dans le siècle qui vient : l'Allemagne et le Japon. (4)

La logique de l'Etat a été de tout temps le renforcement de sa puissance, l'expansionnisme, la conquête de zones d'influence, de positions stratégiques. S'adressant à un « Congrès pour la paix par la jeunesse », qui se tenait en France entre les deux guerres mondiales, Sébastien Faure expliquait : « C'est l'Autorité, dans sa forme économique présente : le Capitalisme, qui suscite les convoitises, exaspère les cupidités, déchaîne les compétitions... Et c'est l'Autorité, dans sa

forme politique actuelle, l'Etat, qui, ayant partie liée avec le Capital, manœuvre diplomatiquement et agit militairement... puis, l'heure venue, prépare, chauffe, entraîne les esprits, déclare la guerre, ouvre les hostilités, établit la censure, réprime l'insoumission ». Ce texte est toujours d'une parfaite actualité.

Les marchands de mort

Il convient de souligner aussi le rôle, dans tous les conflits, des complexes militaro-industriels qui ont, partout, beaucoup plus de poids dans les décisions des Etats que n'importe quel parlement.

Pendant la guerre du Golfe, le Monde expliquait que celle-ci « représente une bouffée d'air frais pour le lobby militaro-industriel américain ». Et il citait Daniel Tellep, dirigeant de Lockheed : « La guerre technologique, ça paie ». (5)

En France, la guerre a fait la fortune des familles Schneider, de Wendel, Renault (les taxis de la Marne...), des actionnaires des Forges et Acieries de Saint-Chamond d'où sortirent les premiers tanks de 14-18. Aujourd'hui, le complexe militaro-industriel qui réunit Dassault, Thomson, Matra, le GIAT — c'est-à-dire le capitalisme privé et le secteur étatique — constitue un des principaux trafiquants d'armes du monde.

Les marchands de mort vendent leurs productions à tous les potentats de la planète, si bien qu'il arrive que les projectiles reviennent sur la tête des soldats des pays fournisseurs ou de leurs alliés. Ainsi les Exocet vendus aux dictateurs argentins firent des ravages dans la marine de Sa Gracieuse Majesté. Quant à Saddam Hussein, il était abondamment pourvu en Mirage F1 et hélicoptères Frelon, armés d'Exocet, et missiles laser fournis par l'Aérospatiale, et qu'il fallut détruire à coups... d'Exocet !

« Mourir pour la patrie... »

Pour que les peuples marchent au massacre, il faut les soûler de breuvage patriotique. Le concept de « communauté nationale », la soumission à l'Etat, l'amour de la patrie sont imprimés dans les cervelles, dès le plus jeune âge, à l'école. « Le patriotisme n'est pas un

11 NOVEMBRE 1993
CONTRE LE NATIONALISME
ET LA GUERRE :
AGIR AU LIEU DE GÉMIR !
AGIR ET DÉSOBÉIR !

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

MALVILLE

Superphénix : débranchez-le !

instinct, mais un sentiment factice, postiche, qu'on enseigne, qu'on crée dans les esprits qui en étaient dépourvus, que l'homme n'apporte nullement avec lui, comme on osait le dire, mais dont il est merveilleusement indemne en naissant », écrivait Pierre Scize dans le *Canard enchaîné* en 1931.

Le but du patriotisme est de faire oublier que la société est divisée en classes antagonistes et qu'il ne peut exister de communauté d'intérêts dans un système fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'intérieur de nations aux frontières totalement artificielles et évoluant en fonction des rapports de force.

Le drame qui ensanglante aujourd'hui l'ex-Yougoslavie est un autre exemple de la malfeasance des Etats, du pouvoir politique. Les potentats locaux ont soufflé sur les braises nationalistes et ravivé les querelles religieuses, tristes héritages de l'histoire de Balkans. Quant aux grandes puissances, leurs déclarations hypocrites ne peuvent dissimuler qu'elles comptent bien retirer le maximum d'avantages du dépeçage de l'ex-Yougoslavie. (6)

La Yougoslavie n'est certainement pas le dernier foyer du « nouvel ordre mondial ». Nous voyons déjà la tournure prise par l'intervention « humanitaire » en Somalie. Et le feu couvrera toujours tant que n'aura pas été entendu cet appel d'Errico Malatesta : « L'expatriation des capitalistes et la destruction des Etats sont les seuls moyens de garantir la fraternité entre les peuples et la justice et la liberté pour tous ».

Sébastien Basson

- (1) Cité par Edouard Dolléans dans son *Histoire du mouvement ouvrier*, tome II, p. 185.
- (2) *Ibid* p. 185.
- (3) *Libération* du 14 janvier 1991.
- (4) Lire à ce propos Philippe Pelletier, *Super Yalta*, collection « La Brochure anarchiste ».
- (5) *Le Monde* du 25 janvier 1991.
- (6) Se reporter à *Yougoslavie : le terrorisme des Etats*, édité par les Relations internationales de la FA dans la collection « La Brochure anarchiste ».

Nouvelles du front

PAU : PÉTITION ET PROCÈS POUR MARC DABADIE (RAPPEL)

Marc Dabadie, objecteur-insoumis, sera jugé par le Tribunal de Grande instance de Pau le lundi 18 octobre à 9 h. En attendant, son comité de soutien fait circuler une pétition, qui sera adressée au Président de la Chambre spécialisée en affaires militaires. Pour obtenir celle-ci, écrivez à : **Comité de soutien à Marc Dabadie, SPOC, 40330 Amou.**

Le texte de la pétition peut être repris et envoyé à : **Monsieur le Président de la chambre spécialisée en affaires militaires, Tribunal de Grande instance, Palais de Justice, 64000 Pau.**

Nouvelle émission sur RL (89.4) : **THC** (animée par le CIRC) un dimanche sur deux — 16 h - 18 h

LES RÉSULTATS de l'enquête d'utilité publique sont enfin arrivés ! Ils ont été communiqués à la presse le 30 septembre, soit six mois jour pour jour après le début de ladite enquête. Comme prévu, le résultat est positif : « La commission se déclare en faveur du renouvellement de l'autorisation de la centrale de Creys-Malville sous réserve que la Direction de la Sécurité des installations nucléaires émette un avis favorable à ce redémarrage, suite à son réexamen de sûreté de l'installation concernant notamment la prise en compte des nouvelles exigences en matière de prévention contre les risques de feux de sodium ».

Sous la dictée des nucléocrates

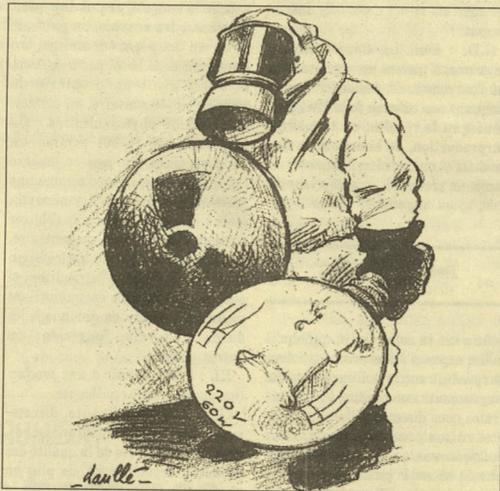
Les conclusions précisent : « Il n'a pas paru que la centrale de Creys-Malville pouvait être particulièrement dangereuse ou constituer en elle-même une cause significative d'accroissement du risque de détournement de plutonium ». Les commissaires-enquêteurs, tous choisis dans l'entourage d'EDF et du Commissariat pour l'énergie atomique (CEA), pouvaient-ils avoir du recul ? Le Collectif des Européens contre Superphénix n'a cessé de critiquer l'absence de contre-propositions de l'enquête, l'absence d'expertise indépendante. En reprenant mot pour mot la désinformation fournie par l'exploitant du surgénérateur, Jean Pronost et les autres commissaires-enquêteurs ont donné le coup de grâce aux enquêtes publiques telles qu'elles sont menées en France.

La contestation : « Un nombre élevé d'avis négatifs provenant de diverses régions de France et même de l'étranger a été enregistré [...]. La centrale est par contre bien acceptée par la population qui travaille ou qui vit à proximité ». Mensonge éhonté ! Le Collectif européen contre Superphénix (1) a récupéré toutes les adresses : le plus gros département pour la contestation est de loin l'Isère, département d'implantation de Superphénix. A moins que par proximité, on se limite aux lotissements EDF autour de la centrale. Il faudra expliquer au usage de plutonium qu'il doit impérativement rester dans ce rayon-là !

Sur les finances : « On peut raisonnablement penser que l'arrêt définitif prononcé pour un motif autre qu'une conclusion négative des Autorités de sûreté conduirait les partenaires étrangers à exiger un dédommagement ». Et les transfusés, ils peuvent demander un dédommagement ?

Sur l'environnement : « Le fonctionnement de la centrale a montré son faible impact sur l'environnement ». Quel fonctionnement ? Depuis la mise en chantier, en 1974, la centrale n'a connu que des pannes.

Alors pourquoi continuer ? « La reprise du fonctionnement de la centrale apparaît aujourd'hui nécessaire dans un esprit de responsabilité vis-à-vis des générations futures [...]. La commission estime donc qu'il



convient pour les générations à venir de maintenir ouverte l'option du surgénérateur en exploitant Superphénix ».

Pas besoin de payer très cher de soi-disant « experts » pour écrire un tel tissu d'inepties : le service « Communication » d'EDF en est tout à fait capable (si vous avez de l'argent à foutre en l'air, le document — public — est disponible contre 665 F (sous réserve) à la Préfecture de l'Isère, démocratie oblige).

A la fin de l'enquête, en juin, Jean Pronost avait annoncé avoir transmis à la Nuclear European Reactor SA (NERSA) (2) un dossier regroupant les 170 questions posées par le public. Que sont devenues ces questions ? Disparues ! Incinérées avant l'heure ! Les réponses sont certainement trop gênantes à fournir. Alors, on renvoie la balle aux services du ministère de l'Industrie, qui, lui, n'a pas à s'occuper des enquêtes publiques... et la boucle est bouclée ; demain, en cas d'accident, tout le monde sera responsable, personne ne sera coupable. Il y a de quoi se faire du mauvais sang.

Pendant ce temps, la NERSA poursuit ses travaux sur le site ; améliore le contrôle des feux de sodium et annonce son intention de redémarrer... dans le second semestre 1994. Cette date est une nouvelle reculade, puisque jusqu'à maintenant on parlait de mi-1994, faudra-t-il, comme en Allemagne, gaspiller de l'argent pendant une dizaine d'années avant d'avoir le courage politique de mettre un terme à cet échec technologique et économique ?

Des opposants bien structurés

Le 25 septembre, soit cinq jours avant, l'AFP et les rédactions des quotidiens s'étaient affolées en recevant un communiqué leur donnant les soi-disant conclusions de l'enquête. Il s'agissait d'un canular mis au point par le Collectif des Européens contre Superphénix, qui entendait

comme Greenpeace (Paris), les WWF suisse et italien, Contratom (Genève), le Comité Malville (Lyon), le GSIEN (Grenoble), la FRAPNA (Grenoble). Il fédère plusieurs dizaines d'associations locales. Doté de salariés à Lyon et à Genève, il prépare activement une campagne qui durera jusqu'aux décisions du gouvernement qui devraient s'échelonner durant l'année 1994. Fin octobre, Greenpeace rendra publiques les conclusions d'une expertise commandée pendant l'enquête indépendante, et portant sur les possibilités d'incinération de plutonium, ainsi que les risques sur la sûreté. Début novembre, une campagne de cartes postales adressées au Premier ministre sera lancée de Paris à l'occasion du Salon Marjolaine. Elle sera relayée à travers toute l'Europe. Parallèlement, un « Appel à la raison » circule dans les milieux scientifiques, et devrait être rendu public fin novembre. Le point d'orgue de cette campagne devrait être la collecte des cartes postales à Pâques 1994 lors d'une marche, qui, partant de Malville le 9 avril, arrivera sur les marches de Matignon le samedi 8 mai.

Michel Bernard

(1) NERSA : société anonyme au capital détenu à 51% par EDF, 33% par l'Italie et 16% par SBK (regroupement de pays comme la Belgique, l'Allemagne...).

(2) Collectif des Européens contre Superphénix, 4, rue Bodin, 69001 Lyon. Tél. : 78.28.29.22. FAX : 72.07.70.04.

A associations

SAINT-AVOLD (MOSELLE) : DÉBAT PUBLIC ANTIFASCISTE (RAPPEL)

L'Association culturelle libertaire, le collectif « Ne Plus subir », le Syndicat des employés, travailleurs et précaires de la Moselle vous proposent un débat public le samedi 9 octobre à 20 h dans la salle des congrès de la piscine de Saint-Avold, dont le thème sera : « La présence et la propagation des idées d'extrême droite et fascisantes dans notre société ».

Le débat sera animé par Alain Bihl, professeur de philosophie, docteur en sociologie, auteur du livre intitulé *Pour en finir avec le Front national* ; par des membres de l'association « Reflex », qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes ; par des membres de l'Association culturelle libertaire et de « Ne Plus Subir ».

Dans cette même salle, de 15 h à 18 h, se déroulera un forum du livre, avec la présentation de tous les ouvrages, brochures et revues édités par l'association « Reflex » et les éditions du Monde Libertaire. A l'occasion de ce forum, Alain Bihl dédicacera son livre *Pour en finir avec le Front national*.

Des tables de presse antifascistes seront installées à cette occasion. Association culturelle libertaire, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach.

BROCHURE SUR L'AFFAIRE CASABONNE

A la suite de la libération de Jean-Philippe Casabonne, emprisonné durant six ans dans les prisons espagnoles pour ses contacts avec des militants basques, présumés membres d'ETA, une brochure, récapitulant l'affaire, a été éditée en juin. Elle coûte 15 F (port non compris). Pour se la procurer, écrivez au **Comité de soutien à Jean-Philippe Casabonne c/o CEL, BP 28, 33031 Bordeaux cedex.**

BROCHURE SUR LE CONFLIT A LA SPES DE GENNEVILLIERS

L'Union des syndicats CNT de la région parisienne vient d'éditer une brochure intitulée : *La pratique d'un syndicat CNT dans une entreprise privée de nettoyage, la SPES à Gennevilliers (Hauts-de-Seine)*. Elle est disponible au prix de 20 F, au **33, rue des Vignoles, 75020 Paris**. Cette brochure est également en vente à la librairie du Monde Libertaire

Les enjeux agricoles du GATT

(suite de la « une »)

RL : Avec le recul, ce procédé paraît complètement anti-économique : incitation à la surproduction, baisse de la qualité du fait du rendement, et puis des primes à la quantité.

G.D. : Bien évidemment. Ceux-là même qui nous font le procès d'être anti-économiques, sont véritablement ceux qui ont le plus le soutien public, et à tous les niveaux. Je vous donne deux exemples. Un poulailler de huit millions de poules voulait s'installer au nom du libéralisme dans la Marne, avec fonds publics pour mettre les routes hors gel. C'est véritablement économique ! Aujourd'hui, les producteurs de porcs bretons - ce sont de gros élevages - ne savent plus gérer les effluents d'élevage. Ces lisiers de porc ne peuvent plus être traités sur place, parce qu'il n'y a plus assez de surface pour les recevoir.

RL : Autrefois, on les épandait...

G.D. : On les épand toujours, seulement, on s'aperçoit des dégâts au niveau des nappes phréatiques et même dans l'eau du verre du consommateur. On doit aujourd'hui répartir autrement les effluents d'élevage, et les producteurs bretons... demandent des fonds publics pour déshydrater les lisiers dont ils sont responsables à force de concentration !

Il y avait une autre solution, qui consistait à répartir les élevages sur tout le territoire.

RL : Qu'a impliqué cette politique de surproduction au niveau des agriculteurs, des investissements, de l'organisation... ?

G.D. : Au niveau des producteurs, beaucoup, qui ont accepté ce système, se sont super endettés pour être à la mode, pour être compétitif, comme le disaient le Crédit agricole, les Centres de gestion, les Coopératives de producteurs et tout l'agro-alimentaire en général. Certains d'entre eux, bien qu'ils se soient mis aux normes demandées pour être compétitif et rentable, se retrouvent au bord de la faillite et ont besoin, pour survivre, de ce qu'on appelle nous, perfusions d'argent public en permanence. C'est un niveau de catastrophe où quasiment une majorité d'agriculteurs en France est en difficulté chronique.

RL : Et au niveau de la propriété foncière ?

G.D. : La terre est un statut spécial. Il y a certaines régions où 80 % des terres sont en fermage, c'est-à-dire, on paye fermage à un propriétaire, comme les Parisiens payent location pour leur appartement, mais dans d'autres régions, on a des gros propriétaires terriens, et les paysans sont obligés d'acheter la terre et d'emprunter au Crédit agricole. On peut donc imaginer que les Caisses du Crédit agricole, mutuel, ou autres, sont propriétaires de l'essentiel des moyens de productions agricoles.

RL : Au niveau de la CEE, il y a

donc eu modification de la politique qui avait été menée depuis les années soixante ?

G.D. : Oui. La Confédération paysanne, à travers les organisations qui l'ont constituée, demandait depuis vingt ans une réforme de la PAC. Elle dénonçait le résultat en termes de surproduction, de banalisation des produits - on considérait de moins en moins un produit de qualité ayant du goût, ayant accroché un terroir - de

Réforme de la PAC

coût pour la collectivité, puisqu'il fallait exporter à bas prix ce qui était surproduit sur le sol européen. La communauté européenne, les technocrates nous disent : « Vous avez peut-être raison économiquement, mais politiquement, vous avez tort. » Et c'est bien là où est le problème. Arrivé au niveau des propositions, le rapport de force nous étant défavorable, une autre politique agricole a été choisie, qui ne remet pas véritablement en cause les soutiens publics aux paysans - 80 % des aides continueront à aller à 20 % des paysans -, ni les super rendements, puisqu'on veut limiter la production en gelant, c'est-à-dire en réinventant la jachère, mais avec un tel système, qu'on gèlera les plus mauvaises terres et qu'on va, de fait, partager la France en deux : des terres à produire d'une part, qui seront paradoxalement les plus mauvaises terres agricoles en terme de rendement, et d'autre part, des terres à production très intensive.

RL : Mais les terres qui vont être mises en jachère sont celles qui avaient été mises en culture dans le cadre de la surproduction que tu évoquais précédemment ?

G.D. : Oui, mais ce sont aussi des terres dans des régions où les paysans maintenaient un paysage, ce qui remplissait cette deuxième fonction d'aménager et entretenir l'espace rural. Et toutes ces régions, parce que moins aidées par les aides à travers la PAC, risquent de se désertifier encore davantage.

RL : Mais la jachère avait déjà été utilisée avant. C'était une méthode pour laisser la terre se reposer. Est-ce que ça ne peut pas être aussi bénéfique ?

G.D. : Ça aurait pu l'être. C'est vrai que traditionnellement, et avant l'utilisation des engrais, fongicides, désherbants ou autres, la jachère faisait partie des pratiques culturelles des paysans. On laissait reposer un an la terre, pour pouvoir mieux la cultiver ensuite. Avec l'arrivée des engrais, la plupart des agronomes ont considéré le sol comme un support n'ayant plus sa fonction essentielle, et on pouvait

pratiquer en pleine terre ce qu'on appelle le hors sol, c'est-à-dire qu'on y amenait les engrais, on enlevait l'eau en trop par drainage, on réinjectait dans le sol par irrigation, et s'il y avait un problème de maladie phytosanitaire, on mettait des produits phytosanitaires... On traitait donc le sol comme un support. C'est vrai que la jachère aurait pu être imaginée comme une fonction réintégré à l'assolement, mais à la seule condition de l'obliger partout. Nous avions, au contraire, imaginé une politique agricole qui continuerait à aider l'agriculture, si elle produit partout en intensifiant moins, c'est-à-dire en diminuant les doses d'engrais, fongicides ou autres, partout.

RL : Donc, revenir à une production agricole moins polluante...

G.D. : Moins polluante, directement vis-à-vis de l'environnement, mais aussi vis-à-vis de la qualité des produits. Actuellement, de plus en plus de chercheurs affirment que la salmonellose est beaucoup plus dangereuse et plus produite par des élevages industriels que par les autres. L'hebdomadaire *Der Spiegel* rend responsable l'industriel allemand, qui voulait s'installer dans la Marne, de 200 morts par an, de 2 millions de malades par an et d'un coût de 7 milliards pour la collectivité et de tous les problèmes intestinaux ou autres, qu'elle amène ensuite.

RL : Le coût de production aussi, moins d'engrais... cela revient moins cher.

G.D. : Oui, évidemment. Mais nous avons de gros adversaires, qui sont les fabricants de produits phytosanitaires et d'engrais.

RL : L'agrochimie, Rhône-Poulenc n'apprécient pas...

G.D. : Non. Et puis nous avons une autre réponse essentielle à travers nos propositions. Pour produire de façon moins intensive, il faut plus de paysans, et pour produire sur tout le territoire, il faut maintenir des paysans. Si, il y a vingt ans, on pouvait imaginer que tous les postes perdus par l'agriculture étaient récupérés par l'industrie, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

La pré-retraite

On peut très bien avoir deux politiques : l'une en terme de traitement social du chômage, l'autre en terme d'emploi.

RL : Peux-tu nous parler des propositions concrètes de la Confédération paysanne ?

G.D. : Compte tenu de la situation de l'emploi, il y a une raison supplémentaire pour choisir le maintien des paysans, plutôt que la concentration d'élevages autour d'une minorité d'entre eux. Maintenir 800 000 exploitations, au lieu de la politique agricole actuelle qui conduira à 150 000 paysans à moyen terme, est un choix qui peut être fait, non seulement pour le consommateur comme il a été dit

précédemment, mais aussi pour la société et l'emploi. Pour installer des jeunes en agriculture, il y a deux solutions : ou bien être bien né et avoir des parents au portefeuille bien rempli qui vous ouvre les portes du Crédit agricole, ou bien répondre à un certain nombre de conditions d'installation draconiennes qui vous donne alors droit à un financement public. Nous avons imaginé une autre possibilité d'accès à la terre. Aujourd'hui, les subventions perçues par les paysans pour s'installer, sont des subventions à titre perdu. Nous proposons de les remplacer par des dotations de carrière remboursables en fin de carrière du paysan. Ce n'est plus un don que fait la collectivité, il n'y a plus privatisation de fonds publics, mais prêt. Ceci permettrait à des jeunes, qu'ils viennent ou non de l'agriculture, de s'installer. C'est tactiquement possible à mettre en place. Mais à travers la PAC, il y a une politique volontairement restructurante...

Pour toucher une pré-retraite, il faut que l'agriculteur cède son exploitation à un paysan qui en a déjà une, sans pouvoir la passer à un jeune. Il y a obligation de concen-

La reprise des exploitations

tration de l'exploitation agricole, et si il y a seulement reconduite, il n'est plus possible de toucher cette pré-retraite.

RL : Et si on ne trouve personne pour reprendre l'exploitation ?

G.D. : Elle est en général reprise par un exploitant plus important, ou partagée entre plusieurs. Il n'y a pas de limites à cette concentration. Des exploitations de 1000 hectares peuvent reprendre des fermes de 2 ou 300 h, alors que sur celles-ci, il y avait possibilité de créer deux ou trois emplois agricoles.

RL : Pour qu'un agriculteur s'en sorte, il lui faut une exploitation de quelle superficie ?

G.D. : La notion de superficie est peu importante. Suivant les productions, des paysans peuvent s'en sortir avec moins de 10 h. Beaucoup de paysans arrivent à vivre sur 20 h avec 100 000 l de lait. Le problème c'est que la PAC interdit aujourd'hui les redistributions de quotas laitiers supplémentaires à des paysans qui ont moins de 60 ou 80 000 l, pour les donner à ceux qui ont déjà 200 ou 300 000 l. C'est là où c'est grave ! La capacité de résistance sur petites structures est prouvée, mais c'est un refus politique. On a en face une législation qui empêche ces expériences de se multiplier.

RL : En gros, il y a une volonté nationale, européenne ou internationale de concentrer les exploitations agricoles. On veut de plus en plus de grandes exploitations, donc une mécanisation accrue, ce qui signifie disparition d'emplois. Et à la restructuration de l'exploitation agricole, suit la restructuration de l'agro-alimentaire, donc aussi une déperdition d'emploi pour l'ouvrier

de ce secteur.

G.D. : Cela va de pair. Il y a concentration des exploitations et de tout le circuit agro-alimentaire au nom d'une soi-disant économie. Mais c'est absolument faux. Cette recherche de restructuration, de concentration, est toujours appuyée sur des fonds publics ! C'est anti-économique. C'est ce qu'on conteste aussi au niveau du GATT : la notion de prix de revient mondial n'existe pas, c'est une notion tronquée basée sur trois dumping : le dumping économique où les prix mondiaux sont fabriqués par les subventions tant européennes qu'américaines, car seuls les pays riches peuvent se le permettre ; le dumping écologiste où les pays ont bâti leurs productions agricoles à grand renfort de destruction de sols et de forêts ; et le dumping social où certains pays produisent à bas prix à grand renfort de destruction du statut des travailleurs qui sont sans couverture sociale et sans revenus.

RL : En fait, vous remettez complètement en cause la philosophie mondiale. Et vous avez des propositions...

G.D. : C'est vrai que nous avons l'habitude de dire que l'agriculture paysanne est une réponse à la société tout entière. Je me considère d'abord comme un citoyen, puis un paysan, et enfin un producteur de légumes. Nous avons d'abord à mettre en avant cette fonction de rôle dans la société, et ce type de propositions correspond, à notre avis, aux besoins des membres d'une société. Le corporatisme est une réponse individuelle qui conduit à de nombreuses erreurs, tant au niveau politique que social. Notre réforme de politique agricole est véritablement, et essentiellement, une réponse de société.

RL : Un autre problème existe, c'est le fossé entre les citadins et le monde rural. Avez-vous des propositions pour diminuer ce fossé ?

G.D. : Oui, c'est une des raisons pour lesquelles la Confédération paysanne a refusé le blocus. Le meilleur moyen d'entrer en contact avec les citadins n'est pas de les bloquer dans leurs voitures ou leurs moyens de transports. On a d'abord à s'expliquer, partout où l'on peut, par distribution de nos tracts, et aussi, comme on vient de le faire, par la constitution d'une organisation appelée « Alliance », dans laquelle on a appelé des consommateurs, des défenseurs de l'environnement, des Organisations non gouvernementales (ONG), car nous avons aussi la prétention de répondre aux problèmes du tiers monde. Je crois que l'agriculture française ou européenne n'a pas fonction de nourrir le monde. A tous les niveaux, il nous faut encourager cette « Alliance » qui est un lieu de rencontres et de débats, où - il ne faut pas avoir peur de le dire, les ouvriers et les paysans ne sont pas d'accord entre eux - il est possible de se dire tout ce qu'on a à travers la gorge, pour essayer de voir ensuite ce qui nous réunit, puis ensemble, de savoir comment on peut mettre en place ce nouveau modèle de société.

« Les Chroniques syndicales »

Radio Libertaire - Paris (89.4)
De 11 h 30 à 14 h 30, chaque samedi,
écoutez « Les Chroniques syndicales »
et « Les Chroniques rebelles »

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX
Le groupe Sébastien-Faure lance un appel à souscription, rédigé ainsi :
- « Appel à tous les libres penseurs, syndicalistes, pacifistes, anarchistes et plus largement à tous les amis et sympathisants des causes que Sébastien Faure ait pu défendre.
La tombe de Sébastien Faure nécessite une sérieuse réfection et des travaux. Le groupe Sébastien-Faure de Bordeaux, contacté par des compagnons de Royan, décide, à cet effet, de lancer une souscription.
Vous ferez parvenir votre participation à l'ordre du camarade Alain Peralis c/o Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
Vous prendrez soin de porter, au dos de votre participation, la mention "Souscription Sébastien-Faure".
Avec nos remerciements et nos sentiments fraternels. »

BORDEAUX
Les groupes et individuel(le)s FA de Bordeaux communiquent « à tous les membres de la Fédération anarchiste, à tous les camarades libertaires » : « Nos camarades Aristide et Paul Lapeyre nous ont laissé un local à faire vivre. C'est aujourd'hui le local de la fédération anarchiste, rue du Muguet.
Malgré les difficultés de tout ordre, nous avons réussi jusqu'à ce jour à le maintenir en état, afin que notre mouvement puisse trouver un lieu de rencontre accueillant pour les libertaires.
Aujourd'hui, nous avons investi financièrement dans des travaux d'entretien urgents, et nous ne pouvons pas faire face à l'échéance impérative de la taxe foncière qui s'élève à 6384 F. C'est pourquoi, nous sollicitons tous les camarades libertaires, et lançons cet appel à souscription, qui nous l'espérons sera entendu.
Les souscriptions sont à envoyer à l'ordre de SCEGI c/o C. Tennequin, 14, rue Gustave-Carde, 33100 Bordeaux. CCP SCEGI 5432 70 E Bordeaux.
Avec nos remerciements fraternels. »

BOURGOIN-JALLIEU
Le collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu organisent une exposition en leur local, 20, rue Joseph-Seigner, sur le thème : « Femmes révolutionnaires d'hier et d'aujourd'hui ». Cette exposition a été réalisée par le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne. Elle se tiendra chaque samedi de 14 h 30 à 18 h, jusqu'au 23 octobre inclus.

DIJON
Le groupe FA de Dijon rappelle que l'on peut rencontrer des militant(e)s et sympathisant(e)s anarchistes au local du 61, rue Jeannin, chaque mardi de 21 h à 23 h et chaque samedi de 15 h à 18 h. Ils vous feront partager leurs analyses, leurs activités, leurs projets, leurs pratiques, leurs joies, leurs colères... bref, ils créent des liens !

LE MANS
Le groupe FA du Mans tiendra un stand aux « 24 h du Livre », les 9 et 10 octobre prochains.
Le samedi 9 octobre à 20 h aura lieu une conférence sur le « nouvel ordre mondial », animée par René Berthier (gr. Février de la FA - Paris), en salle de la Rotonde de la Maison des Associations, 4, rue d'Arcole. Entrée libre.

PARIS
La bibliothèque de l'Union régionale parisienne de la FA a repris ses activités... Ouverture le premier samedi de chaque mois de 15 h à 18 h au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche), 75018 Paris.

VAL-D'OISE

DHL, que ta fête commence !

Nous étions une poignée de militantes et militants FA en un matin frisquet de septembre pour distribuer un tract aux portes de DHL (1), s'occupant d'envois de lettres et de colis (à travers le monde), dans le Val-d'Oise, près de Roissy. Juste devant le parking, serait plus juste, car dans ces zones industrielles, les personnes à qui on distribue un tract le reçoivent en descendant la vitre avant de leur voiture ! Ceux qui venaient en bus, pour gagner leur croûte, ressemblaient plus à ceux qui travaillent dans les entreprises traditionnelles. A Disneyland, le clou syndical a été enfoncé... à DHL les prud'hommes sont sur l'affaire ; le texte suivant a fait l'objet d'une autre distribution à la fête DHL au pavillon Baltard (distribué par 15 militants !).

Il ne suffit pas aujourd'hui, à DHL, de faire correctement la tâche pour laquelle on est payé. Le travail assuré avec compétence et persévérance n'importe pas vraiment : il est indispensable de le faire en silence. Sinon, sur simple dénonciation, tout salarié peut être jeté à la rue. Ce type de méthode, qui n'est pas sans rappeler le régime de Vichy, est pratiqué maintenant, en 1993, dans le Val-d'Oise.

Accusé à tort d'avoir commis une faute professionnelle par son supérieur hiérarchique, Thierry ose, par mémo, préciser la responsabilité complète de ce même supérieur concernant le problème en question. Persuadé qu'une telle outrecuidance lui vaudrait des représailles, il envoie copie de son mémo en forme de défense aux délégués du personnel.
Convoqué le lendemain par son

responsable, il attend deux heures devant la porte de son bureau, que ce dernier consente à le recevoir. Durant cette attente, il s'entretient avec ses collègues de travail du différend qui l'oppose à son responsable.
Deux heures après, Thierry était dehors. Voilà l'esprit : silence dans les rangs ! surtout si vous n'avez pas tort. Voilà la méthode : faire régner la terreur !

Aujourd'hui, ce n'est pas la première fête à DHL... Ce n'est pas non plus le premier licenciement... Mais c'est peut-être la première fois que quelqu'un ose dire ce qui lui est arrivé : question de communication interne ou de gestion des ressources humaines, sans doute...

Pour nous, anarchistes, soutenir un compagnon qui subit la répression patronale démontre qu'il ne faut pas se résigner et qu'il est toujours possible de faire quelque chose contre l'injustice et les méthodes utilisées.

A DHL, D... comme démocratie ? Pour un seul qui ose se révolter, combien se taisent ? Combien supportent brimades, manipulations par peur du chômage ? Combien de « collaborateurs » invités à « collaborer » ? *Anywhere out DHL !* (N'importe où hors DHL !). Et que la fête continue !
Gr. Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

(1) DHL : initiales des trois fondateurs de l'entreprise World wide express.

LILLE
Appel
pour une alternative
à « Germinal »

Un Comité de préparation d'une alternative à Germinal s'est constitué. D'ores et déjà, des étudiants en filmologie, des militants syndicalistes se sont réunis, des idées ont été lancées.

Ces manifestations auront lieu courant octobre : vous êtes tous invités à venir discuter, proposer, organiser le vendredi 8 octobre à 19 h 30 à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet à Lille.

...
Nouveauté de la librairie du Monde Libertaire
« Le racisme anti-ouvrier de Zola dans Germinal »
Paule Lejeune
éditions Arles au pluriel
15 F (port non compris)

PARUTIONS

BULLETIN

Le n° 12 du bulletin *Brisons nos chaînes*, publié par le Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT), animé par un militant de la FA, vient de paraître. Celui-ci est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 10 F.

PRESE

Le n° 5 (septembre) de *Nada*, « périodique élastique » de 4 pages du groupe toulonnais du même nom, vient de nous parvenir. Pour se le procurer, écrivez à : Nada c/o ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex, en envoyant une enveloppe timbrée. Pour tout soutien, quelques timbres sont les bienvenus.

BROCHURE

Le n° 5 des *Cahiers de la Vache Folle*, édité par le groupe artistique la Vache Folle de la FA, est paru. Au sommaire : le désir, traité par des peintres, des poètes, ainsi que diverses interventions. Prix : 20 F (plus 11,50 F de port). A commander à : DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

BILLET D'HUMEUR

Opérer les hommes en bonne santé

Ce qui vient de se passer en Angleterre est très intéressant. Un chirurgien a refusé d'opérer un patient, qui en est mort. Ce docteur, pour justifier sa décision, a avancé deux arguments, d'égale importance :

- le malade était un fumeur, et l'opérer n'aurait servi à rien, dans la mesure où il aurait, semble-t-il, continué de fumer après l'opération ;
- dans une période de crise économique où, en permanence, des choix de priorités s'imposent, il a paru au médecin qu'on pourrait mieux justifier de l'argent public.

L'aspect économique n'est pas sans intérêt ; il faudrait savoir si ce malade a toujours payé ses impôts, la sécurité sociale, la retraite... et se demander si, dans l'affirmative, il ne l'a pas fait en vain ; s'il n'a pas été floué. J'espère qu'au moins on reversera à sa veuve la totalité de cette somme, indûment payée. Mais il paraît que ce n'est jamais pour soi qu'on sort cet argent, mais pour d'autres, pour un autre ; dans ce cas, quel'un a versé l'argent qui devait servir à soigner ce monsieur. J'espère que ce n'est pas moi (il est vrai que je ne suis pas Anglais, mais on les connaît...).

Je vois là, malgré tout, une possibilité à ne pas négliger pour résoudre le problème de cette santé qui n'en finit pas de tracter les pauvres responsables qui se succèdent. En effet, si l'on reprend l'exemple du chirurgien et qu'on le pousse un peu plus loin, on comprend toute la portée de cette géniale initiative :

- pourquoi opérer les automobilistes, quand on sait que la route tue en grande quantité, ou alors, qu'ils s'engagent par écrit, avant l'opération, à ne plus conduire ;
- pourquoi opérer les marcheurs, qui ont toutes les chances de se faire écraser par les automobilistes précités ;
- pourquoi opérer les enfants, destinés à tomber dans les rets de la drogue, du sida, de l'accident... ;
- les chômeurs, quand on connaît la montée du suicide et les maladies causées par cet état ;
- les pauvres, qui seront toujours pauvres et pathogènes invétérés ;
- les sportifs, qui, quoi qu'on fasse, ne seront jamais plus intelligents qu'ils ne le sont ;
- les hommes d'affaires, qui risquent gros à cause des juges ;
- les juges, qui risquent gros à cause des hommes d'affaires ;
- et puis les gros (je suis un fumeur gros), du fait du cholestérol, les maigres, trop fragiles, les chanteurs de blues (on ne guérit pas du blues), les coiffeurs (pourquoi les coiffeurs ?), les danseurs de claquettes (je fais les danseurs de claquettes), etc, etc, vous avez compris où je veux en venir...

Reste les hommes politiques et les chirurgiens eux-mêmes, qui vont pouvoir se charcuter à l'envie. Et enfin ceux pour qui la chirurgie a réellement été créée : les hommes en bonne santé. Opérer les hommes en bonne santé ! Génial !

Aucun ministre de la Santé n'avait été jusque là (bien que, j'en suis sûr, tous ont dû y penser), et c'est un tort. Sans leur prudence, leur abnégation, leur sens civique surdimensionné, nous serions sortis du tunnel économique depuis longtemps, sans complications post-opératoires, sans effets secondaires, pour entrer, sereinement, dans l'autre tunnel, celui où il est recommandé de prendre ses jambes à son cou si on ne désire pas subir les derniers outrages.

Sigbjörn

DIJON
Concert de soutien à la FA
avec DÉSERT CULTUREL
samedi 9 octobre - 20 h
61, rue Jeannin
Entrée : 20 F

Notre dernier autocollant



le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amiel
75011 Paris
Hébergement de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
Tél. (1) 48.05.34.06 - FAX : (1) 49.23.98.59

Le groupe Région-toulonnaise a édité un autocollant en soutien au Monde libertaire (format 10X14,5). Prix : 45 F les 100 exemplaires ou 165 F les 500 exemplaires (port compris). Chèque à libeller à l'ordre du CECL. A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex. Egalement disponible à la librairie du Monde Libertaire.

BILLET AMÉRICAIN - 2

Le cheik Omar et la révolte de Snoopy

L'inculpation de l'honorable Omar Abdel Rahman, accusé d'avoir préparé l'attentat du World Trade Center, révèle de bien curieux développements. Le saint homme — à qui ont également prêté l'intention de faire sauter les tunnels qui relient Manhattan au New Jersey — fut un respectable collaborateur de la CIA pendant la guerre d'Afghanistan ; au même titre que le cher (et déjà oublié) général Noriega. On apprend maintenant que son chauffeur et homme de confiance était un informateur du FBI, ancien officier de l'armée égyptienne. Malgré tout cela, la bombe du World Trade Center a explosé à l'heure prévue et dans l'endroit choisi. Il y a de quoi faire douter tout démocrate primaire croyant aux institutions de défense du monde libre ! Mais ce qui vient de se passer à San Francisco est encore plus préoccupant. Au cours d'une opération, la police a perdu le contrôle du robot Snoopy, spécialisé dans le déminage d'engins explosifs. Ce fut la panique ! D'après un témoin, le robot est « devenu fou », alors même qu'il allait mettre la « main » sur une bombe placée par un gang à l'intérieur d'un café. Pris d'affolement, les gens criaient : « Débranchez-le ! Débranchez-le ! ». Ce qui fut fait. Le regretté Snoopy, âgé de 28 ans, avait pourtant un état de services impeccable. Alors quoi ? La révolte des robots va-t-elle remplacer la lutte de classes ancienne version ? Les circuits intégrés des robots de la police américaine auraient-ils été contaminés par un virus de radicalité ? En tout état de cause, cette révolte hante désormais les services spécialisés de Big Brother. Le cheik Omar et son chauffeur sont des anciens de la maison ; on les connaît et on est entre gens de métier. Bref, ce sont de vulgaires terroristes. Quant à elle, la révolte d'un robot est imprévisible, et échappe à toute manipulation policière.

Charles Reeve
(New York, dimanche 5 septembre 1993)

Barcelone : exposition internationale sur l'anarchisme

lundi 27 septembre - dimanche 10 octobre 1993

Expositions en Salle de l'Auditorium : présence internationale de l'anarchisme ; Francisco Ferrer i Guardia et l'Ecole moderne ; art et anarchie ; l'anarchisme ibérique.

- Debats ouverts
- jeudi 7 octobre : « Féminisme/postféminisme » avec Eva Izquierdo (Buenos Aires), Pepita Carpena (Marseille), Concha Serrano (Madrid) et Mujeres Libres (Barcelone).
 - vendredi 8 octobre : « Marginalisation sociale » avec Joaquin Rodriguez Suarez (Madrid), Eva Garcia Visiedo (Barcelone), Ignacio Llorens (Majorque) et Ramon Garcia Dils (Barcelone).
 - samedi 9 octobre à 11 h : « Enseigner ou apprendre » avec Pere Sola (Barcelone), le Collectif Paideia (Mérida), Dora Barrancos (Buenos Aires), Liberté Serrau (Paris).
 - samedi 9 octobre à 18 h : « Anarcho-syndicalisme » avec Pepe Gomez (Puerto Real) et Miguel Corras (Badalona) et Daniel Colson (Lyon).
- Cinéma et audiovisuel
- a) « Semaine de cinéma libertaire », cinq sessions continues de projections vidéos du 4 au 8 octobre ;
 - b) projections continues. Salle des projections du Centre civique de Sants. Chansons en Salle de l'Auditorium, samedi 9 octobre à 22 h.
- Concerts « anarcho-rock » au Centre civique La Bascula, c/. Foc, 128 Sants-Montjuïc, vendredi 8 octobre à 22 h.
- Représentation de comiques et de marionnettes en Salle de l'Auditorium, dimanche 10 octobre à 12 h.

Nouveauté de l'Atelier de création libertaire

Etat - Politique - Anarchie

Le refus de l'Etat affirmé par l'anarchisme entraîne-t-il un refus d'intervenir dans le champ politique ? L'Etat est-il la seule forme d'expression politique ? Le champ qu'il recouvre correspond-il à un besoin qu'on ne peut négliger, mais qui peut peut-être s'exprimer à travers d'autres modes d'organisation ? Sur quels concepts et quelles réalités s'appuie-t-il ?

Brochure comportant des contributions originales de Roger Dadoun, Philippe Pelletier, Pierre Prungnaud, Jean-Marc Raynaud, Alain Thévenet, Jacques Wajnstein. Prix : 38 F.

Atelier de création libertaire,
BP 1186, 69202 Lyon cedex 01

AUSTRALIE

Hommage à Oodgeroo Noonuccal

BEAUCOUP d'entre nous se souviennent d'Oodgeroo Noonuccal, sous le nom de Kath Walker la poétesse aborigène qui nous enseigna, par sa poésie durant les années 50-60, que l'Australie avait une beauté et un passé à elle. Que la Terre était une entité vivante qui respirait. Qu'elle n'était ni à vendre, ni à exploiter, ni à détruire par des constructions et du béton. A travers sa poésie, elle nous enseignait que nous n'appartenions pas à l'Empire britannique mais que nous avions un passé et un futur propre.

Certains d'entre nous se souviennent d'Oodgeroo Noonuccal comme d'un flambeau politique qui se battit dans ces années 50-60 pour nous faire prendre conscience de la condition des Aborigènes. Celle dont les actions ont fait honte à la société jusqu'à pousser le gouvernement à organiser un référendum en 1967 qui reconnut en tant que citoyens australiens les Aborigènes et le peuple du détroit de Torres. Elle a éveillé chez beaucoup d'Australiens le sens de l'outrage et l'exigence de justice pour un peuple qui fut dépossédé, colonisé, marginalisé et repoussé sur les marges économiques et sociales de notre société.

Une remarque personnelle : d'autres se souviennent d'elle en tant que femme de Bruce Walker, un descendant des tribus de la région des rivières Logan et Albert dans le Queensland du Sud. Ils s'en souviennent en tant que mère de Dennis et Vivian Walker, ses deux fils qu'elle éleva après son divorce. D'autres s'en souviennent comme d'une femme qui

rendit l'Ordre de l'Empire britannique [décoration] à la reine car elle ne voulait pas être honorée par ceux qui ont détruit son peuple et sa terre.

Je me souviens d'elle pour Moongalba, ce centre d'éducation unique créée en 1972 sur l'île Stradbroke. Un centre où des enfants de toute origine, des étudiants et des enseignants venaient apprendre un regard différent envers la terre, les Aborigènes, leurs croyances et leurs aspirations. Ce centre n'avait pas été créé par les subsides du gouvernement ni chapeauté par les églises ou les bureaucrates gouvernementaux. Il était né de rien, il a grandi lentement et il incorporait tout le monde dans ses activités. Je me souviens avoir pris le ferry en 1974 de l'île de Redland jusqu'à

Stradbroke avec ma compagne et avoir cherché Oodgeroo et Moongalba. J'avais été très bien accueilli même si elle ne nous connaissait pas.

Le voyage d'Oodgeroo à travers la vie fut difficile, sa mort du cancer aurait dû causer beaucoup de peine. Mais ses efforts et ses succès dans tant de domaines de la vie ont touché toute une génération qui a rejeté le matérialisme et le vide d'une culture et d'une société qui place le succès économique au-dessus de tout. Le message d'Oodgeroo est toujours valable, comme il l'était dans l'Australie des années 50-60.

extrait de
Anarchist Age weekly review
(20-26 septembre 1993)

Le dessin de la semaine



EUSKADI

Deux morts sous la torture

Elle s'appelait Miren Gurutze Yanci. Soupçonnée d'appartenance à ETA, arrêtée par la police espagnole, torturée, elle est décédée le vendredi 24 septembre. Il s'appelait Xabier Galparsoro. Soupçonné d'appartenance à ETA, arrêté par la police espagnole, torturé puis défenestré du commissariat de Bilbao avant de décéder le dimanche 26 septembre. Voilà deux événements dramatiques qui ramènent les projecteurs sur la situation politique en Euskadi. Deux événements dramatiques qui nous rappellent qu'en dictature ou en démocratie bourgeoise, la raison d'Etat l'emporte toujours sur les

droits des individus, et que l'Etat de droit n'est une réalité que pour ceux qui marchent sur le terrain balisé du consensus mou.

Les méthodes policières

Voilà deux événements qui ne doivent pas nous faire oublier que les violences du terrorisme d'Etat sont quotidiennes. La lecture du n° 80 (juillet) d'Euskadi Information s'avère tristement révélatrice des méthodes des différentes polices opérant en Euskadi : sévices sexuels, électrodes, simulacres d'exécutions, asphyxie avec des poches en plastique... Tout cela est

bien connu de la justice espagnole, mais celle-ci n'en a cure, et elle continue d'amnistier, de relaxer ou faiblement condamner les policiers coupables de ces tortures.

Cela ne peut que renforcer notre conviction de défendre le droit d'asile, de lutter contre les extraditions (dont celle qui menaçait, fin septembre, Julie Albasoro) et de contrer l'information étatique qui, des deux côtés des Pyrénées, entend réduire à l'organisation de lutte armée ETA tout un mouvement social plural et dynamique, fort de dizaines d'associations, squatts autogérés et médias...

Kittu Patxi (gr. Milly-Witkop)

CORRESPONDANCE

« Mon bien aimé petit Sanders »

Georges Eekhoud - Cahiers GKC

Dans le cadre de « La Fureur de lire », le livre de Georges Eekhoud *Mon bien aimé petit Sanders* sera présenté le dimanche 17 octobre à 15 h, par le Gai-Kitsch-Camp, au centre culturel libertaire de Lille (1/2, rue Denis-du-Péage - M° Fives).

Les cahiers Gay-Kitsch-Camp (1), après avoir publié, l'an dernier, *Le Quadrille du Lancier*, un recueil de six nouvelles de Georges Eekhoud (1854-1927), viennent de sortir une correspondance du même auteur, dont le titre évocateur est *Mon bien aimé petit Sanders*...

Georges Eekhoud est un écrivain belge de langue française, fasciné par le peuple flamand, qu'il a côtoyé dans sa petite enfance anversoise,

et qui constitue la plus grosse partie de la population des parias et des exploités de la Belgique de cette fin de XIX^e siècle.

Son engagement politique et philosophique est clair : partout, il défend la pensée libre et le droit d'accéder à cette possibilité de penser et de développer sa culture. C'est ce qui explique que, dans le contexte de l'époque, très souvent sa route croise celle des anarchistes.

Mon bien aimé petit Sanders est un recueil de lettres adressées pendant plus de trente ans à un ami de vingt ans son cadet, un ouvrier typographe issu des quartiers populaires de Bruxelles et qui grâce à l'aide amoureuse fraternelle de Georges Eekhoud deviendra journaliste, dans un premier temps, et ensuite professeur d'histoire de l'art. Dans une relation aussi

longue, le temps opère son œuvre et l'amour, petit à petit, fait place à un sentiment de tendre fidélité.

Nulle doute qu'après la publication de ces lettres, il devienne difficile d'affirmer qu'Eekhoud n'était probablement pas homosexuel. Mais elle semble confirmer ce que son ami Numa Prætorius écrivait en 1900, dans une revue allemande, à propos des personnages de son roman *Escal-Vigor*, condamné par la justice belge : « Eekhoud conçoit la relation non pas de manière grossièrement sensuelle, mais dans le sens de l'Eros platonique, comme une passion noble, une inclination visant au bien-être et à l'intérêt de l'aimé, à son éducation et son perfectionnement ».

Gai-Kitsch-Camp

(1) Cahiers GKC, BP 36, 59006 Lille cedex. Tél. : 20.06.33.91.

GALA DE SOUTIEN
A RADIO LIBERTAIRE (89.4)

MARDI 19 OCTOBRE - 20 H

Passage du Nord-Ouest
13, rue du Faubourg-Montmartre
(M° Montmartre)
75009 PARIS

avec la participation de :

LOUIS CAPART
MARIE-JOSÉE VILAR
GILLES SERVAT
CATHERINE RIBEIRO

Prix des places : 80 F
(65 F avec la carte de Radio Libertaire)
Location : librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot, 75011 PARIS
Tél. : 48.05.34.08

THÉÂTRE

« Munich - Athènes »

de Lars Norén

ou l'efficacité au service d'un texte

Un couple, un train et des fantômes. Dans un décor ferroviaire lugubre, un homme et une femme incarnent les espoirs et les désillusions qui déchirent l'Europe : leur voyage vers un avenir radieux les laisse impuissants face à leurs insuffisances et à leurs contradictions. Une haine amoureuse ballote David et Sarah d'un paroxysme de désir à un paroxysme de cruauté. Les apparitions récurrentes du contrôleur (incarnation d'une administration inquisitrice) ne cessent de perturber l'intimité du couple, lui-même coincé entre un passé d'épouvante et une déchéance inéluctable, symbolisée par une silhouette de vieille dame.

La lucidité, avec laquelle Lars Norén analyse les rapports humains, donne à son texte un humour froid, typiquement suédois, que Claudia Stavisky a su pleinement restituer. Sans qu'elle l'ait revendiqué, sa mise en scène, violemment charnelle, n'aurait pas été désavouée par Antonin Artaud. En effet, nous retrouvons là l'esprit essentiel du théâtre de la cruauté.

L'inconfort et l'instabilité du wagon, constituant le décor, mettent les corps en péril. La direction d'acteurs joue sur cette fragilité pour installer le malaise entre les différents personnages, admirablement interprétés par des comédiens (Arlette Balkis, Aurélien Recoing, Laurence Roy et Roméo Escula) dont la beauté flamboyante n'a d'égal que la qualité dramatique.

La pièce se joue jusqu'au 17 octobre au théâtre de la Tempête à la Cartoucherie de Vincennes.

Le Hallebardier

« Mots et Musiques »
et Radio Libertaire
présentent

SERGE UTGÉ-ROYO
accompagné par
Jacques-Ivan Duchesne

LUNDI 11 OCTOBRE
20 H 30

Théâtre Clavel
3, rue Clavel
(M° Pyrénées)
75019 Paris.

Réservations :
43.84.70.04.
Prix : 70 et 90 F.

LYON
RADIO CANUT
(102.2)

« Idées Noires »
chaque mercredi
de 21 h à 22 h
les groupes lyonnais
de la Fédération anarchiste
analysent et critiquent
l'actualité sociale

LILLE
RADIO CAMPUS
(106.6)

« La Voix sans maître »
chaque vendredi
de 19 h 30 à 20 h 30
avec une semaine sur deux :
Humeurs Noires (FA)
et le Centre culturel libertaire
Benoît-Broutchoux

RECUEILS

Les guerres des poètes

« Quand tu seras grand/Fais une bombe/Qui fera sauter les dépôts d'armes/Car le monde plie sous leur poids/Fais une bombe/Avec des éponges gorgées de larmes/Pour rouiller les fusils... »

Publié une première fois en 1980, constamment réédité depuis, le recueil de Georges Elisée, *Interdit aux adultes non accompagnés d'enfants* (1), a bénéficié récemment d'une nouvelle édition comprenant de nombreuses et fort belles illustrations. Lors d'un salon du livre ou lors du Marché de la poésie de la place Saint-Sulpice à Paris, rendez-vous donc au stand de la Vague à l'âme, vous y rencontrerez Georges Elisée,

le principal animateur de cette maison d'édition consacrée presque exclusivement à la poésie. Il vous parlera de ce marchand de couleurs qui se fait appeler Arc-en-ciel, et qui règne sur un monde qui « n'est pas une tombe ».

« Les enfants tirent aux joies retrouvées/Quand de leurs pieds nus ils fouleront les jardins privés... », écrit, quant à lui, Bill Beaulande, dans *Le Chant des cendres* (2), son premier recueil. Une petite quarantaine de pages sans « convenances enrubannées », mais avec des « larmes d'absinthe », qui donnent envie d'en lire de nouvelles.

Ce n'est pas un hasard si l'exil est l'un des thèmes récurrents de la poésie. L'esprit de liberté, manifesté par les poètes, les voue fréquemment à la répression des Etats (de tous les Etats). La Ligue des droits de l'homme et France Terre d'asile ont rassemblé dans un recueil *Cent poèmes sur l'exil* (3). Au sommaire,

des auteurs connus et des auteurs inconnus, originaires de toutes les régions de la planète : Rifaël Alberti, Bertolt Brecht, Mohammed Dib, Nazim Hikmet, Louise Michel (un poème écrit après la Commune), Pablo Neruda, Stephan Zweig...

« ...Mon pays est là où la liberté n'a qu'un seul sens/ter rouge de l'indomptable dignité » (Abdellatif Laabi).

Signalons enfin, chez le même éditeur, une anthologie réalisée par la Ligue des droits de l'homme des différentes adaptations de l'hymne national franchouillard : *Marseillaise, Marseillaises* (4).

« On retiendra la vocation universaliste dont notre chant national fut porteur alors même qu'on l'utilisait souvent dans une perspective chauvine », note, dans la préface, Madeleine Rebérioux, historienne et actuelle présidente de la LDH. « Pas d'universalisme sans poussée

émancipatrice », ajoute-t-elle. Enthousiasme qui semblera peut-être excessif à ceux pour qui la *Marseillaise* symbolise surtout le chauvinisme le plus outrancier, le militarisme et le respect de certaines valeurs morales rébarbatives. Les lecteurs retrouveront cependant avec plaisir quelques versions mécréantes du chant, notamment la *Marseillaise des requins* de Gaston Couté : « Allez ! petits soldats de France/Le jour des poirs est arrivé... ».

Thierry Maricourt

(1) Georges Elisée, *Interdit aux adultes non accompagnés d'enfants*, La Vague à l'âme (BP 22, 38701 La Tronche cedex). Prix : 120 F.

(2) Bill Beaulande, *Le Chant des cendres*, La Pensée universelle. Prix : 48,50 F.

(3) *Cent poèmes sur l'exil*, Le Cherche midi éditeur. Prix : 88 F.

(4) *Marseillaise, Marseillaises*, Le Cherche midi éditeur. Prix : 92 F.

Prends des oranges

Prends des oranges
Surtout ne regarde pas leur peau
Epluche-les de leur richesse éphémère
Porte à ta bouche une à une
Toutes ces tranches qui tes yeux dévorent
Elles sont sucrées juteuses sans pépins
Elles sont mi-figue mi-raisin
Elles sont acides sèches perlées de pépins
Tous ces fruits cueillis sur le même oranger
A la même saison n'ont pas le même goût
Si tu veux comprendre les hommes
Prends des oranges

Georges Elisée
(in *Interdit aux adultes non accompagnés d'enfants*)

MÉCANISME DE DOMINATION

Le business de l'« aide »

Voici un extrait de *L'Occident et la guerre contre les Arabes - Réflexion sur le Nouvel ordre mondial*, à paraître prochainement aux éditions l'Harmattan.

L'APRES-GUERRE DU GOLFE a mis à la mode un nouveau concept, celui de « droit d'ingérence », appliqué tout d'abord aux Kurdes d'Irak, puis étendu, de façon sélective évidemment, à d'autres situations. Le prétexte humanitaire cache mal des motivations moins gratifiantes. Au siècle dernier, la colonisation se faisait selon un processus presque immuable : on envoyait des missionnaires, qui fichaient tellement la pagaille qu'inévitablement l'un ou l'autre d'entre eux se faisait un peu trancier, après quoi on envoyait des troupes pour « protéger » les missionnaires, et accessoirement apporter la « civilisation » à ces sauvages.

Aujourd'hui, aux missionnaires qui continuent d'offrir, on a ajouté l'aide humanitaire et le droit d'ingérence. On crée des conditions qui empêchent les pays du tiers monde de mettre en place une voie propre de développement, et ensuite on intervient pour les « inciter » à se développer selon une voie conforme au modèle des pays industrialisés.

Il y a un véritable business de l'« aide » au tiers monde dont la fonction, mystifiante, se réduit en réalité à aider les riches des pays riches.

Un fait est extrêmement suspect : les sommes énormes versées au titre de l'« aide » par les organismes internationaux échappent totalement à l'analyse coût/rentabilité. Le financement de l'« aide » n'est pas lié aux résultats observables sur le terrain. Ainsi, Graham Hancock, dans *Les Nababs de la pauvreté*, peut-il écrire : « Nous avons installé une tribu d'hommes et de femmes gaspillés payés qui sont irrémédiablement coupés des réalités quotidiennes de la pauvreté et du sous-développement globaux que leur travail est censé soulager. Ces bureaucrates surindemnisés de l'aide exigent — et obtiennent — un niveau de vie souvent bien supérieur à celui auquel ils pourraient prétendre s'ils travaillaient, par exemple, dans l'industrie ou le

commerce de leur propre pays. » Mais, dit-il, leurs réalisations ne sont pas soumises à l'évaluation considérée comme normale en économie. Les fonctionnaires de l'aide au tiers monde ne sont jamais tenus de faire la preuve de leur compétence par les résultats qu'ils obtiennent. (Cf. Graham Hancock, *Les Nababs de la pauvreté*, Robert Laffont éditeur.)

Le développement est une véritable industrie qui répond à des critères différents d'efficacité que les critères habituels. C'est que son rôle n'est pas de produire des résultats. Cette industrie, financée par l'aide publique des pays riches pour promouvoir le « développement » dans les pays pauvres, emploie des centaines de milliers de personnes les mieux payées de la planète, qui jouissent de salaires substantiels leur garantissant un style de vie privilégié.

L'aide publique au développement est financée par l'argent collecté sous forme d'impôts et versé à des organismes officiels. Cela correspond à des flux allant de 45 à 60 milliards de dollars par an. Cela peut sembler beaucoup, mais cela représente une somme insignifiante à l'échelle mondiale : la France consacre 0,72% de son PNB annuel à l'aide, les Etats-Unis 0,21%... La CEE dépense 20 milliards de dollars pour stocker les surplus alimentaires produits par l'agriculture européenne...

Mais si on envisage les choses sous un autre angle, celui d'une entreprise qui aurait chaque année 60 milliards de dollars à dépenser, c'est considérable : ce serait une des plus puissantes multinationales.

Quant à l'aide privée, le gaspillage est tout aussi considérable. En 1985, The Hunger project reçoit un total de dons de 6 981 000 dollars : 210 775 seront versés à des organisations engagées dans le soulagement des pays affamés. Le reste fut dépensé aux Etats-Unis en « activités de recrutement », en « services de communication, d'information et d'éducation », en



Nord de l'Irak, 1991 : Parachutage de l'aide humanitaire aux réfugiés kurdes. Photo Caza-Capa/Sipa press

« publications », en « gestion et frais divers » et en « collecte de fonds ». Les seules dépenses de téléphone se monteront à presque un demi-million de dollars. Ce qui fait dire à un réfugié africain : « Comment se fait-il que chaque dollar américain arrive avec vingt Américains attachés après ? » (B.E. Harrell-Bond, *Imposing Aid : Emergency Assistance to Refugees*, OUP, Oxford, 1986.)

1986.) Cela représentait, selon Graham Hancock, de quoi soigner 47 millions d'enfants de la xérophthalmie pendant un an : c'est une maladie due à une carence de vitamine A, qui rend aveugle 500 000 enfants africains et asiatiques par an.

Il n'y a évidemment aucun contrôle sur ces institutions. Les fonds qui les alimentent, et qui proviennent de nos impôts, restent à la discrétion des dirigeants de ces organisations, dont la politique est définie dans des documents confidentiels ou secrets, des textes à diffusion limitée, des réunions à huis clos. Seuls sont publiés des textes insipides et vagues. Tout est fait pour empêcher le contrôle du public. Le personnel ne doit communiquer à personne les informations dont il a eu connaissance.

La Banque mondiale est probablement l'institution la plus impénétrable de toutes. Même les gouverneurs se voient interdire l'accès à certaines évaluations du personnel concernant des projets et des programmes discutables. Des « documents internes » ne sont accessibles ni aux gouverneurs ni au grand public.

Les documents préparés pour le conseil d'administration sont « strictement confidentiels et non communicables au-delà de leur diffusion restreinte ». Seuls les Etats-Unis ont expressément stipulé qu'ils refusaient de fournir des fonds à des institutions dont ils ne pouvaient vérifier les comptes.

On peut dire que si l'aide au tiers monde était efficace, si les institutions avaient résolu les problèmes pour lesquels elles ont été créées, elles auraient dû disparaître... Au contraire, elles ont grandi, sont devenues tentaculaires : 150 comités, sous-comités, sous-commis-

sions, et autres groupes de travail de l'ONU sont censés s'occuper des problèmes des pauvres. Il faut compter aussi une quinzaine d'institutions de développement, chacune ayant son propre budget et ses satellites : 20 dans le cas de l'OMS, 18 dans le cas de la FAO, plus de dix dans le cas de l'UNESCO et de l'OIT, 13 pour le PNUD...

René Berthier

Capter une part considérable de la plus-value à l'échelle planétaire

Le business international est ainsi l'occasion d'un formidable accaparement de fonds à des fins privées. On ignore, par exemple, que le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) n'est pas un organisme d'exécution : il collecte les fonds auprès des gouvernements membres de l'ONU et reverse l'argent à des associations caritatives qui se trouvent sur le terrain. Une organisation à Beyrouth acheta ainsi du matériel qu'elle payait le triple de sa valeur par l'intermédiaire de sociétés fictives. L'opération rapporta 500 000 dollars.

Le business international est aussi, évidemment, un formidable outil d'accaparement pour lui-même. En 1986, lors de la session annuelle de la Banque mondiale et du FMI, un ensemble de 700 « événements sociaux » eurent lieu en une semaine, pour un coût de 10 millions de dollars. (*Washington Post*, 28 septembre, et 1^{er} octobre

SOMMAIRE

PAGE 1 : Les enjeux agricoles du GATT (suite p. 4)
 PAGE 2 : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels. »
 PAGE 3 : Superphénix : débranchez-le !, Nouvelles du front, Associations
 PAGE 4 : Les enjeux agricoles du GATT (suite de la « une »).
 PAGE 5 : Infos FA, DHL que ta fête commence !, Opérer les hommes en bonne santé.
 PAGE 6 : Le cheik Omar et la révolte de Snoopy, Barcelone : exposition internationale sur l'anarchisme, Australie : hommage à Oodgeroo Noonuccal, Euskadi : deux morts sous la torture, Le dessin de la semaine.
 PAGE 7 : « Munich-Athènes », Les guerres des poètes, Prends des oranges, « Mon bien aimé petit Sanders ».
 PAGE 8 : Nouvel ordre mondial : Le business de l'« aide ».

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !

RADIO LIBERTAIRE - PARIS (89.4)

Le samedi 9 octobre, de 22 heures à minuit, l'émission « Histoires sociales » recevra Jean-Louis Panné, auteur de la première biographie de Boris Souvarine, publiée aux éditions Robert Laffont.